

Le patronat du Grand Ouest remonte au front

A l'exception notoire de grands patrons vendéens, les milieux économiques du Grand Ouest soutiennent la construction d'un nouvel aéroport perçu comme un facteur de développement.

Emmanuel Guimard
 @EmmanuelGuimard
 — Correspondant à Nantes

Sentant la décision du gouvernement se rapprocher, le patronat du Grand Ouest remonte au créneau pour défendre le projet de construction du nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes au nord de Nantes. Le 6 décembre, un collectif de 36 organisations économiques et patronales de Bretagne et des Pays de la Loire (chambres de commerce, Medef, Fédération de la métallurgie...) s'est formé pour appuyer le projet avec des porte-parole comme Christian Roulleau, PDG de Samsic, ou Roland Beaumanoir, présidant le groupe du

même nom, lequel alerte sur « le danger de voir les sièges sociaux se déplacer vers Paris » si le projet est abandonné. Ce groupement, estimant représenter 300.000 entreprises, considère que le projet « permettra la création de 10.000 emplois à dix ans ».

Croissance du trafic aérien

« L'enjeu, c'est l'accessibilité de l'entreprise vis-à-vis de ses clients, de ses fournisseurs clefs, sa visibilité dans un écosystème, intégrant les centres de recherche et la formation », résume Bruno de Larauze, patron du groupe de logistique Idéa, et président du Club des Trente, réunissant de grands patrons de l'Ouest. « L'autre point, aux yeux du monde économique, c'est l'engagement de la parole de l'Etat, le choc de confiance par rapport au débat public, au référendum et aux décisions de justice. » Pour les défenseurs du projet controversé d'aéroport, il est désormais urgent de lancer le chantier du nouvel

aéroport qui absorbera la croissance du trafic. « Le redimensionnement de l'actuel aéroport pose des questions de coûts, de pérennité et surtout de vitesse d'exécution dans un monde où tout va très vite », pointe Bruno de Larauze.

Des voix dissonantes existent toutefois dans les milieux économiques du Grand Ouest, telle celle de Jean-Marie Ravier, patron de Mécan'outil, qui fut le chef de file d'une liste d'opposition à la Chambre de commerce et d'industrie de Loire-Atlantique. « Ce sont les compagnies low cost qui portent la croissance de l'actuel aéroport, Nantes Atlantique, explique cet industriel, qui fabrique des machines-outils à Ancenis. Or, Notre-Dame-des-Landes fera fuir ces compagnies allergiques aux taxes d'aéroport élevées. »

Pétition contre

Le projet est aussi contesté par le patronat vendéen, l'actuelle plateforme étant avantageusement à leur portée au sud de la Loire. « Tru-

verser la Loire, ça peut aussi prendre des heures », assure Jean-Michel Mousset, président du groupe de transport du même nom. « Le trans-

fert de l'aéroport de Nantes Atlantique à Notre-Dame-des-Landes serait synonyme d'un enclavement aérien définitif », avertit Philippe de Villiers, qui redoute un coup de frein sur le pôle touristique du Puy du Fou qu'il a fondé.

En Vendée, une pétition contre le projet a recueilli 57.000 signatures, dont celles d'une quarantaine de chefs d'entreprise, et pas des moindres : Yves Gonnord, qui fut PDG de Fleury Michon ; Joël Soulard, président des foies gras du même nom ; André Liébot, président de K. Line, le leader français de la menuiserie aluminium, ou Philippe Gendreau, de la conserverie Gendreau. On trouve aussi une figure de l'aéronautique, Jean-Paul Dubreuil, fondateur de Regional Airlines puis d'Air Caraïbes. ■